

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 5

Artikel: Guerre totale en Espagne. 1re partie
Autor: Meylan, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346247>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Guerre totale en Espagne (1)

Face aux actes violents et répétés commis en Espagne par le mouvement terroriste ETA, peut-on encore parler d'affaire intérieure ou de situation marginale? Ne doit-on pas voir un foyer de guerre supplémentaire en Europe, une lutte armée conduite par des malfaiteurs, au nom d'une idéologie, contre un Etat de droit et sa population? Dans tous les cas, l'ETA a réussi sa médiatisation, même en faisant oublier le problème basque. Cette tragédie contemporaine, c'est l'affaire de tous les Européens!

■ Cap François Meylan

Dans le sud de l'Espagne, on vit un drame quotidien. Le sujet est sensible, car il implique une somme considérable de souffrances accumulées de part et d'autre. Toutes les données mentionnées sont accessibles au public, et ce texte n'est, en aucun cas, une prise de position sur le sujet délicat qu'est la question basque. Pourtant, le terrorisme n'est pas une solution à long terme. Souvent, il est le fruit de graves frustrations occasionnées par des humiliations et un sentiment d'injustice. Il est triste qu'une certaine jeunesse en mal de sensations et sous-occupée, qui a pourtant la chance d'avoir grande liberté dans un Etat démocratique, choisisse la violence et la criminalité pour s'exprimer.

L'ETA

Créé par l'aile radicale du parti nationaliste basque espagnol, l'ETA apparaît en 1959. Son objectif, à l'époque, est la libération de la région basque espagnole de la dictature de Franco.

En 1974, l'ETA éclate en deux factions: l'ETA politico-

militaire avec sa branche politique officielle *Herri Batasuna* (*Unité populaire*) et l'ETA militaire, la plus virulente. Après la mort du dictateur et le passage à la démocratie, le Pays basque reçoit en 1979 un statut d'autonomie, reconnaissant la langue et donnant une autonomie administrative par rapport à l'Etat central. L'ETA, perdant ainsi une certaine légitimité, répond avec une violente campagne terroriste, destinée à forcer Madrid à prendre des mesures répressives qui doivent éveiller le soutien populaire au mouvement.

L'ETA se spécialise dans la fabrication d'engins explosifs sophistiqués. En plus de véhicules et de lettres piégées, elle utilise des «bombinettes» enterrées dans le sable des plages ou déposées dans les hôtels. Elle coopère occasionnellement avec l'IRA (*Irish Republican Army*). Ses membres participent à des camps d'entraînement en Libye, à Cuba, en Algérie, au Liban ou au Sud-Yémen. Certains membres auraient été entraînés au Nicaragua. L'ex-Union soviétique aurait parrainé et soutenu l'ETA. Ainsi, cette organisation séparatiste ne s'est pas limitée à la lutte nationaliste, elle a con-

duit un combat actif contre l'OTAN.

La trêve négociée dans les environs de Zurich a duré quatorze mois, soit du 18 septembre 1998 au 3 décembre 1999. L'ETA, depuis lors, a revendiqué trente-cinq assassinats. Les attentats, en majorité à la voiture piégée, et des assassinats, commis à bout portant contre des «cibles faciles à frapper», prouvent que l'organisation terroriste a les moyens d'opérer où elle le veut, au nord comme au sud de l'Espagne, même dans la capitale, Madrid, où une forte présence policière est constante.

Tout porte à croire que l'ETA est en mesure de se renouveler, car elle peut compter sur un sang nouveau, celui de jeunes Basques, dont beaucoup sont très politisés. Une certaine jeunesse, frappée par le chômage ou fascinée par la violence, constitue le vivier de l'organisation terroriste. Après avoir mis la trêve à profit pour se réarmer, l'ETA continue à se réorganiser pour pallier les coups sévères que lui portent les polices espagnoles et françaises. Une première confirmation vient de la France où, selon des sources judiciaires, l'ETA con-



Attentat à Madrid, revendiqué par l'ETA

tinuerait à s'approvisionner en explosifs militaires et industriels (attaque d'entrepôts de l'armée et vols de dynamite sur les chantiers).

L'ETA militaire

L'ETA militaire repose sur trois piliers. Les colonnes ou commandos «légaux» (*legales*), comprenant des militants non identifiés par les services de sécurité, intégrés dans la société avec domicile, famille, emploi. Ils sont utilisés surtout pour l'appui logistique et la recherche de renseignements concernant les «cibles». Les colonnes ou commandos «illégaux» (*illegales*), formés d'activistes fichés par les services de sécurité, qui vivent dans la clandestinité, qui sont rémunérés par l'organisation et qui «sortent» uniquement pour mener des actions ponctuelles. Il y a encore les colonnes ou commandos spéciaux (*especiales* ou *bereziak*), formés d'activistes

particulièrement aguerris, parmi lesquels figurent des commandos itinérants.

On estime actuellement que l'ETA disposerait de cinq à six colonnes ou commandos opérationnels en Espagne, un en Andalousie, deux ou trois en Guipuzcoa, un en Biscaye et un à Madrid. Les effectifs actuels de l'ETA sont inconnus, mais on estime le nombre des militants entre 200 et 300, auxquels viennent s'ajouter 200 000 sympathisants. L'organisation séparatiste sait déjouer les pièges: pour éviter les fuites et les dénonciations, chaque *etarra* ne connaît qu'un nombre limité d'autres activistes. Les cellules sont pratiquement imperméables et indépendantes les unes des autres, les commandos, une fois leur objectif assigné, fonctionnent de manière autonome, sans contact avec la direction.

Le journal basque *El Correo* a prétendu que l'ETA aurait eu

recours, à partir de 1997 et jusqu'au printemps de 1999 (donc aussi durant la trêve), à des intermédiaires en Allemagne pour accéder au marché d'armes en provenance de l'Europe de l'Est. La «liste de ces achats» a été trouvée lors de l'arrestation à Paris, en mars 1999, de Javier Arizkuren, dit *Kantauri*, l'un des principaux chefs militaires de l'organisation, et de cinq autres militants supposés. Au moins 1500 kg d'explosifs, 30 fusils avec silencieux et mire télescopique, plus de 200 grenades à main, 25 mines anti-véhicules, 20 pistolets automatiques avec silencieux, 15 *Glock* et plus d'une centaine d'autres pistolets lui auraient été livrés.

Quant à l'organisation même du groupe, dont 17 commandos ont été démantelés en trois ans, elle se serait en partie ouverte, durant la trêve, à ce réservoir potentiel de jeunes radicaux, qui mènent régulièrement la *kale borroka*, à coups de cocktails Molotov, les fins de semaine, au Pays basque. Certains d'entre eux ont milité dans *Jarraï*, l'ancien mouvement de jeunesse proche de l'ETA, ou dans *Gasteriak*, son équivalent en France. D'autres sont des *etaras* de deuxième génération, fils d'*etaras* historiques, qui vivent en France et ont déjà été impliqués dans des actions violentes. Une quinzaine d'entre eux sont fichés.

Lors des attentats qui ont suivi la fin de la trêve, une relève beaucoup plus jeune est entrée en scène. On y trouverait notamment David Pla, ancien porte-parole de *Jarraï* et Igor Martinez, ancien de *Jar-*

rai, identifié comme l'un des chauffeurs de la «caravane de la mort», en décembre 1999, nom donné à deux camionnettes chargées de 1700 kg d'explosifs, destinées à sauter en plein Madrid, la veille de Noël, et interceptées peu avant par la police.

Autre élément important de l'organisation, des associations radicales semi-officielles qui gravitent autour de l'ETA et lui servent de membrane de perméabilité. *Xaki*, l'appareil de relations internationales, a été démantelé par la police espagnole au cours de l'hiver 1999-2000. Celle-ci est persuadée que *Xaki* avait pour mission de donner une couverture, économique surtout, aux *etarras* qui vivent à l'étranger.

Par ailleurs, le célèbre juge madrilène Baltasar Garzon, qui a obtenu la fermeture du journal radical *EGIN*, dont il a établi le rôle de «boîte aux lettres» de l'ETA, a entrepris de démontrer que *Gara*, le nouveau journal radical, est la continuation du précédent. Le magistrat a ordonné une enquête approfondie, une initiative qui aurait déclenché, selon des sources policières, une campagne de dénigrement contre le juge dans les milieux radicaux. Garzon a été très actif dans la mise à jour des structures complexes de l'ETA. Au printemps, 1998, quelques mois avant la trêve, le juge a réussi à établir une liste de quelque 170 entreprises soupçonnées de constituer le réseau de financement de l'ETA, un réseau qui brasserait, chaque année, environ 13 millions de dollars et s'éten-

draient à la France, à la Colombie, à Cuba, à Panama et aux îles du Cap-Vert.

Pour l'organisation séparatiste, une des stratégies visant à nuire aux intérêts espagnols, c'est de créer, dans le courant de l'été, un climat de terreur dans les zones touristiques. Le tourisme représente en effet 10% du PIB de l'économie espagnole. Au mois de mars

2001, l'explosion d'une voiture piégée à Roses, sur la Costa Brava, provoque la mort d'un policier et fait trois blessés. En juillet, comme d'habitude, c'est par un appel téléphonique anonyme que les terroristes font savoir aux autorités espagnoles qu'une voiture remplie de 30 à 40 kg de dynamite a été placée à l'aéroport de Malaga, dans le parking du nouveau terminal, le plus utilisé par les touristes.

Le Pays basque espagnol

C'est une région d'Espagne, autonome depuis 1979, baignée par le golfe de Gascogne (Atlantique). Sa capitale est Vitoria. Superficie: 7261 km². Population: environ 2500000 habitants. Le Pays basque espagnol réunit les provinces de Biscaye, Guipuzcoa, Alava et on y inclut fréquemment la Navarre, ancien royaume en partie bascophone. La principale agglomération est Bilbao (sidérurgie et chantiers navals). Une autre ville importante est San Sebastien (papeterie et métallurgie).

Intégré au royaume de Navarre, le Pays basque fut progressivement partagé entre la France et l'Espagne, du XV^e au XVII^e siècle. Il était républicain pendant la guerre civile espagnole (1933-1936). Malgré son statut spécial d'autonomie, une minorité séparatiste, représentée avec violence par l'ETA (plus de 850 morts en quelque 40 ans d'attentats), continue de s'opposer au pouvoir central de Madrid. Des groupes de jeunes encagoulés, liés au groupe séparatiste, organisent souvent des manifestations violentes, les week-ends, dans de petites villes basques. Les autorités les considèrent comme une sorte de centre de formation de l'ETA. Beaucoup de ces jeunes deviennent des membres à part entière du groupe armé.

Les nationalistes basques les plus radicaux revendiquent une nation basque qui, contrairement à l'autre région nationaliste espagnole, la Catalogne, n'a jamais existé. Cette nation comprendrait quatre provinces espagnoles, Navarre, Biscaye, Guipuzcoa et Alava. Trois provinces françaises y seraient ajoutées: le Labourd, la Basse Navarre et la Soule. L'ambition d'unir ces provinces ne repose sur aucun précédent historique, cependant, une langue, l'*euskara*, qui n'appartient à aucun groupe linguistique, une culture basque et un riche héritage de traditions ancestrales caractérisent les habitants de cette région franco-espagnole.



Des policiers espagnols viennent d'arrêter un «supporter» de l'ETA durant une intervention à Bilbao, le 13 septembre 2000. Au cours de ce raid, dix-neuf suspects seront arrêtés.

A la même période, une jeune activiste de 22 ans, encore non fichée par la police, est morte à Terrevieja (Alicante) à la suite de l'explosion accidentelle de 10 à 20 kg d'explosif.

Le financement et les moyens de l'ETA

Le financement de l'organisation séparatiste est assuré par les cotisations des militants de

toutes les organisations de soutien, les contributions volontaires d'hommes d'affaires sympathisants et l'impôt révolutionnaire (contribution forcée). Les enlèvements contre rançon, le trafic de drogue, essentiellement avec la Colombie via les îles Canaries, les vols et les braquages semblent constituer une grande partie des revenus. Au cours des deux dernières décennies, les recettes annuelles de l'ETA ont été évaluées entre 150 et 250 millions de

Quelques forfaits de l'ETA

14.07.2001.— José Javier Mugica Astibia, conseiller municipal de Navarre, est tué par l'explosion d'une camionnette.

14.07.2001.— Deux activistes criblent de balles à la mitraillette Mikel Uribe, haut responsable d'Ertzaintza.

30.10.2000.— Une voiture piégée tue, à Madrid, Jose Francisco Querol, magistrat à la Cour suprême, avec son chauffeur et son garde du corps, et blesse trente-cinq personnes.

09.10.2000.— Assassinat à Grenade du procureur d'Andalousie.

21.09.2000.— A San Adria del Besos, en Catalogne, assassinat d'un conseiller municipal, membre du Parti populaire.

15.07.2000.— A Malaga, assassinat de José Maria Martin Carpena, conseiller municipal, membre du Parti populaire.

21.01.2000.— Le lieutenant-colonel Pedro Garcia Blanco Garcia est tué dans l'explosion d'une voiture piégée. De nombreux passants sont blessés.

19.04.1995.— A Madrid, tentative manquée d'assassinat de l'actuel premier ministre José Maria Aznar.

13.04.1985.— Attentat contre un restaurant près de la base militaire américaine de Torrejon: 17 morts et 82 blessés.

20.12.1973.— Attentat meurtrier à la voiture piégée contre l'amiral Luis Carrero-Blanco.

En 1968, premier assassinat programmé de l'ETA, visant un tortionnaire franquiste, le tristement célèbre Meliton Manzanás.

Interrogé par une envoyée spéciale du *Monde* à Vitoria, Mario Onaindia est aujourd'hui menacé par l'organisation séparatiste. Il a pris du recul pour des raisons de santé, même s'il préside encore le Parti socialiste de la province basque d'Alava. Il vient de publier le début de ses mémoires sous le titre *Le prix de la liberté*. Dans les années 1960, c'était un militant ex-etarra, les plus féroces ennemis du franquisme, ce qui lui a valu d'être arrêté, torturé et condamné à mort, en 1970, au procès de Burgos qui souleva des protestations dans toute l'Europe. Il est aujourd'hui menacé de mort par cette même ETA pour qui il a failli perdre la vie. Si l'opinion internationale a fait fléchir Franco, qui l'a gracié, rien ne fléchit l'ETA. Comme des dizaines d'intellectuels, artistes, hommes politiques basques, le prix de sa liberté de pensée, c'est cette « liberté surveillée à vie », avec des gardes du corps pour le protéger. Lors de son entretien avec la journaliste, il a fait cette déclaration : *« Je combattais le dictateur Franco, non parce qu'il était espagnol, mais fasciste. Trente ans après, la situation s'est inversée, c'est l'ETA qui l'est devenu. Pour expliquer que tant de jeunes, fils pourtant de la démocratie, rejoignent Haika, les jeunesses radicales, pépinières propice à l'ETA, c'est le discours politique qui n'a pas fonctionné. Pendant vingt ans, le Parti nationaliste basque, qui gouverne ici, n'a eu de cesse de jouer les Pénélopes, défaisant ce qu'il faisait, gouvernant les institutions basques pour mieux les déstabiliser, elles et la démocratie. Alors ces jeunes radicaux, qui vivent dans un monde clos, enkysté dans la société basque, entendent dire à la télévision basque qu'ils sont opprimés par Madrid et que leurs institutions ne valent rien : ils se persuadent que la lutte armée est légitime. D'autant qu'ensuite, ils brûlent un autobus en toute impunité : les syndicats de policiers autonomes le disent eux-mêmes, on ne leur donne pas d'ordres clairs. Le PNV, qui aurait pu devenir une démocratie chrétienne assurant cohésion sociale et réinsertion démocratique du nationalisme violent, ne l'a pas fait. Au contraire, après des années de démocratie impeccable, le PNV a pactisé, il y a deux ans, avec l'ETA pour se maintenir au pouvoir. »*

dollars. Il semblerait que le gouvernement autonome du Pays basque tienne compte dans ses taxations officielles de l'impôt révolutionnaire versé par les divers agents économiques, souvent sous la contrainte.

Au niveau politique, le rôle majeur a été dévolu, en 1978, à *Herri Batasuna (HB)*, coalition

de petits partis basques, considérée comme la véritable façade politique de l'ETA militaire, relayée par *Euskal Herriarrok (EH)*, sa vitrine parlementaire. Ensemble, *HB* et *EH* sont appuyés par environ 18% de l'électorat basque. Quant à l'organisation de jeunes, *Jarrai* (Jeunesses indépendantistes radicales), elle constitue pour l'ETA

un « vivier » pour le recrutement de ses activistes, tout en fournissant une masse de manœuvre pour l'agitation de rues, la *kale borroka*. Ces manifestations ont, entre autres, comme thème de revendication le regroupement au Pays basque des quatre cents prisonniers basques disséminés dans les prisons espagnoles.

« La police française, qui ne sous-estime pas l'ETA, ne la considère pas comme un problème français. L'ETA s'est remise à tuer. Ce n'est pas pour six mois. Cela va durer. La tragédie, c'est qu'on entre dans l'ETA à vingt ans. A vingt-cinq ans, on est général. Et un général de vingt-cinq ans n'arrête pas la guerre. »

Xabier Arzalluz,
président du PNV

La liberté de la presse menacée au Pays basque

« Le Pays basque espagnol n'est pas une démocratie », disent les journalistes. Ces derniers, comme les intellectuels, les élus, les commerçants et les représentants des forces de l'ordre, risquent tous les jours leur vie. Depuis 1995, la presse, accusée par l'ETA d'être à la solde de Madrid, est devenue une cible. Les journalistes constituent un front d'opposition à combattre par la dénonciation, les pressions et « la lutte armée ». L'ETA et ses sympathisants espèrent ainsi changer la ligne éditoriale des journaux



Bilbao, samedi 12 août 2000: des sympathisants des séparatistes basques brandissent une bannière de l'ETA lors d'une cérémonie en mémoire de quatre «etarras» morts dans l'explosion de leur véhicule.

d'information qui critiquent l'organisation. Les menaces, les cocktails Molotov, les explosions de colis piégés constituent le quotidien dangereux des journalistes.

Plusieurs journalistes ont été contraints à l'exil. Depuis le début de l'année 2000, la violence

ce a redoublé. Des colis piégés sont désamorcés, en mars, qui visaient Carlos Herrera, journaliste à la Radio nationale. L'antenne locale du *Diario vasco* est saccagée. En mai 2000, José Luis Lopez de Lacalle, journaliste au bureau de San Sébastien d'*El Mundo*, meurt sous les balles, alors qu'il rentre à son domicile. Fervent démo-

crate pourtant, il a passé cinq années en prison sous la dictature franquiste. Le 15 mai 2000, Gorka Landaburu, correspondant du magazine *Cambio 16* et de *Radio-France*, est victime de l'explosion d'une lettre piégée: 150 grammes d'un explosif, sans doute volé en France, le blessent aux mains, lui font perdre un œil et un tympan. Le 10 novembre de la même année, Aurora Intaxaustu, journaliste à *El Pais*, et son mari, Juan Palomo, journaliste à la télévision *Antena 3*, échappent à une bombe posée sur leur palier. En ouvrant leur porte, ils abîment le détonateur, épargnant ainsi la vie de leur fils de dix-huit mois.

Des soutiens psychologiques sont organisés. Des professionnels de la sécurité imposent des consignes strictes: changement d'horaires, gardes du corps, caméras à l'entrée des rédactions, surveillance de la rue avant de sortir. On gare les voitures d'une certaine manière et on ne prend pas le volant qu'après avoir scruté le châssis avec une lampe de poche.

Une chaîne de solidarité est organisée par l'association *Reporters sans frontières (RSF)*. Cet organisme a présenté un travail de synthèse au Parlement européen. L'association de défense de la liberté de la presse a appelé les médias d'Europe à exprimer leur solidarité avec les journalistes basques.

F. M.
(A suivre)